



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 07/113/01/33000002 AONO-PU/MINAT/CIPM/2026 DU 10 Mars 2026 POUR L'ACQUISITION
DU MOBILIER DE BUREAU ET DE MATERIELS DIVERS POUR LES SERVICES CENTRAUX

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre du processus d'amélioration des conditions de vie et de travail du personnel des services centraux, le Ministre de l'Administration Territoriale, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence pour l'acquisition du mobilier de bureau et de matériels divers.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent la fourniture et l'installation des équipements ci-dessous listés :

- deux (02) bureaux Directeurs ;
- deux (02) bureaux Sous-Directeurs ;
- deux (02) fauteuils Directeurs ;
- deux (02) fauteuils Sous-Directeurs ;
- vingt (20) fauteuils pour Cadres ;
- cinq (05) chaises Secrétaires ;
- deux (02) guéridons ;
- dix (10) tables pour Cadres ;
- trois (03) broyeurs de 25 litres et 5 kilogrammes ;
- cinq (05) bouilloires ;
- trois (03) réfrigérateurs ;
- dix (10) broyeurs de 21 litres et 3,5 kilogrammes ;
- cinq (05) chaises visiteurs.

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel du projet est de **vingt-cinq millions (25 000 000) francs CFA** Toutes Taxes Comprises.

4. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent Appel d'Offres est de deux (02) mois calendaires, aux services centraux.

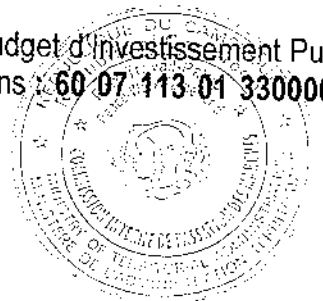
Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais installées en République du Cameroun, en règle avec l'administration fiscale et non exclues de la commande publique.

6. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Administration Territoriale au titre de l'exercice 2026, imputations : **60 07 113 01 33000002 524118**.



7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

8. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission acquittée à la main (suivant modèle joint) d'un montant de cinq cent mille (500 000) francs CFA délivrée soit par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisée par le Ministère en charge des Finances, justifiée par un récépissé de consignment délivré par la CDEC.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut gratuitement être consulté dès publication du présent avis, aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du Ministère de l'Administration Territoriale, 2^{ème} étage, Porte 214, tel : 222 22 66 01.

Il peut également être consulté sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ainsi que dans le Journal des Marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du Ministère de l'Administration Territoriale, 2^{ème} étage, Porte 214, tel : 222 22 66 01, dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du Dossier d'Appel d'Offres par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission qui est exclusivement en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

11. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 24 SEPTEMBRE 2022 à 14 Heures 00. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention de l'Appel d'Offres de référence, dans les délais impartis.

12. Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes : 5 MO pour l'Offre Administrative ; 15 MO pour l'Offre Technique ; 5 MO pour l'Offre Financière.

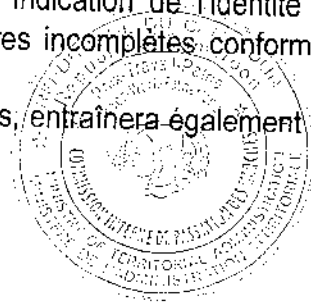
Les formats acceptés sont les suivants : Formats PDF pour les documents textuels et JPEG pour les images. Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents et séparées.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage : les dossiers sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres, les dossiers non-conformes au mode de soumission et les offres incomplètes conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres.

Le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera également le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.



14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis (pièces administratives, offres techniques et financières) qui se fera en un temps et en vidéo projection dans la Salle de Conférences du Ministère de l'Administration Territoriale, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINAT, aura lieu le 15 SEPT 2024 à **15 Heures 00**, heure locale.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces requises dans le dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis et après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

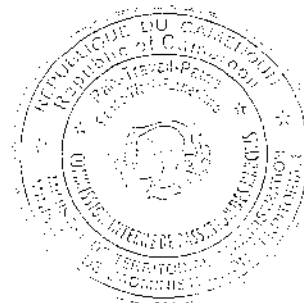
Il s'agit notamment de :

- absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis ;
- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- non-respect d'au moins 75% des critères essentiels ;
- absence de prospectus ou fiche technique avec photos en couleur des équipements proposés ;
- absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- la capacité financière de quinze millions (15 000 000) francs CFA ;
- absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années ;
- absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- absence de la charte d'intégrité ;
- absence de la déclaration d'engagement social et environnemental
- Non-respect du format de fichiers des offres.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- caractéristiques techniques des équipements proposés ;
- les références du soumissionnaire ;
- le calendrier de livraison ;
- la preuve d'acceptation des conditions du marché (Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Spécifications Techniques paraphés à chaque page, signés, datés et suivis de la mention « lu et approuvé » à la dernière page).



16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant la durée quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2ème étage, porte 214, Tel : 222.22.66.01 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

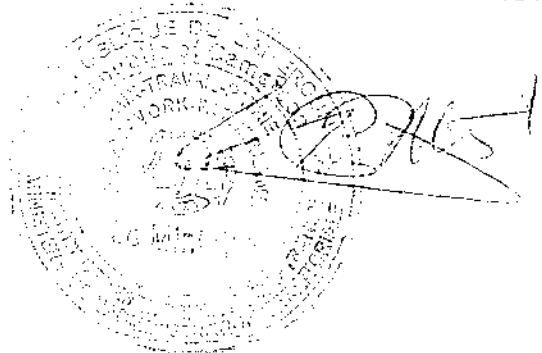
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le Maître d'Ouvrage au numéro 222.22.66.01./-

Yaoundé, le _____

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM-MINAT ;
- Affichage chrono

LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE,
MAITRE D'OUVRAGE



-ATANGA NJI PAUL-



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N° 00000000 /AONO-PU/MINAT/CIPM/2026 OF 2026 FOR THE PROCUREMENT
OF OFFICE FURNITURE FOR CENTRAL SERVICES

1. Purpose of the Tender

In a bid to improve the living and working conditions of the staff of central services, the Minister of Territorial Administration, Contracting Authority, hereby launches an Open National Invitation to Tender in Emergency Procedure for the procurement of office furniture and other equipment for central services.

2. Nature of Services

The services of this tender include the supply of the following:

- two (02) office desks for directors;
- two (02) office desks for sub-directors;
- four (02) chairs for directors;
- two (02) chairs for sub-directors;
- twenty (20) executive chairs;
- five (5) chairs for secretaries;
- two (02) side tables;
- ten (10) executive desks;
- three (03) 25-litre and 5 kg paper shredders;
- five (05) kettles;
- three (03) fridges;
- ten (10) 21L and 3.5 kg paper shredders;
- five (05) visitor chairs.

3. Estimated Cost

The estimated cost of the project is **CFAF twenty-five million (25,000,000) all taxes inclusive.**

4. Estimated delivery time and place

The maximum deadline set by the Contracting Authority for the supply of the items requested in this Invitation to Tender at the central services is two (02) calendar months, and the period shall run from the date of notification of the service order prescribing the start of services.

5. Participation

Participation in this invitation to tender is open, on equal terms, to all Cameroon-based companies in good standing with Tax Authorities and not excluded from public procurement.

6. Financing

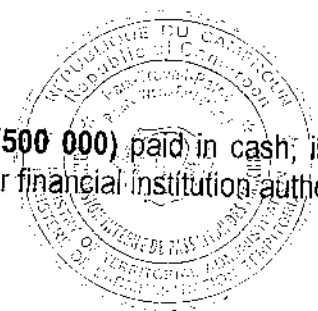
The supplies requested by this invitation shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Territorial Administration for the 2026 financial year with allocation **60 07 113 01 33000002 524118.**

7. Submission method

Bids for this invitation to tender shall be submitted online exclusively.

8. Bid Bond

Each bid shall include a bid bond of **CFAF five hundred thousand (500 000)** paid in cash, issued either by the Deposits and Consignment Fund (CDEC) or by a first-class bank or financial institution authorised by the Ministry of Finance, backed by a receipt from CDEC.



9. Consultation of Tender File

The tender file shall be consulted free of charge during working hours at the Ministry of Territorial Administration, Department of Financial and Material Resources, Sub-Department of Budget, Public Contracts Service, 2nd floor, Room 214, Tel.: 222 22 66 01 and the electronic version on the COLEPS platforms - <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> - as soon as this invitation is published in newspapers, on the notice board of the Ministry of Territorial Administration, as well as in the ARMP Public Contracts Journal and on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

10. Acquisition of Tender File

The tender file shall be available as soon as this notice is published through newspapers or on the notice board of the Ministry of Territorial Administration, Department of Financial and Material Resources, Sub-Department of Budget, Public Contracts Service, upon presentation of a receipt of payment of a non-refundable tender fee of **CFAF fifty thousand (50,000)** into the Public Treasury.

It shall also be available for free download on the COLEPS platforms cited above. However, online submission shall be subject to payment of the tender fee.

11. Submission of Bids

All bids shall be drafted in English or French and forwarded to the COLEPS platform no later than 2.00 pm local time on 3 SEPT 2020. A back-up copy of the bid shall, within the set deadlines, be submitted in a sealed envelope with a legibly labelled '**back-up copy**', in addition to the referenced Invitation to Tender.

12. File Size and Format

The maximum sizes of documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows: 5 MB for Administrative Offers; 15 MB for Technical Offers; 5 MB for Financial Offers.

The accepted formats: PDF for text documents and JPEG for images. The bidder must use compression software to reduce the sizes of the files to be forwarded.

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, technical offer and financial offer shall be put in separate and distinct folders. The following shall be deemed inadmissible by the Contracting Authority:

- Bids that do not specify the tender reference;
- Bids that do not comply with the submission procedure;
- Bids that are incomplete or do not meet the requirements of the Tender file

Failure to comply with the format of the Tender file will also result in outright rejection of the bid without any recourse.

14. Opening of Bids

The bids (administrative documents, technical offer and financial offer) shall be opened using video projection and in a single phase, on 3 SEPT 2020 at **3 pm** local time, in the Conference Hall of the Ministry of Territorial Administration, by the Internal Tenders Board in the presence of interested bidders or their duly mandated representatives.

Only bidders may take part in this opening session or their duly mandated representative even in the case of a consortium of companies.

To avoid rejection, the required documents of the administrative file must be made in originals or in copies certified by the competent issuing service or Administrative Authority, pursuant to the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must have been issued within the last three (03) months from the initial submission deadline or after the date on which the invitation to tender was signed.

In the event of a missing or a non-compliant document in the administrative file noticed during the opening of bids, the Commission shall grant a 48-hour period of grace after which the bid shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 - Eliminary Criteria

The eliminary criteria shall include:

- Lack of a bid bond or use of a non-compliant one;
- Incomplete or non-compliant administrative files in case of non-regularisation within a period of forty-eight (48) hours granted to bidders;
- False declaration or forged documents;
- Offer not meeting at least 75% of all essential criteria;
- Lack of brochure or data sheet with colour photos of the items proposed;
- Lack of a quantified unit price in the financial statement of the bid;
- Lack of a financial capacity of fifteen million (15,000,000) CFA francs;
- Lack of a sworn statement by the bidder who certifies that he has not abandoned any contract during the last three (03) years;
- Omission of breakdown of fixed prices and/or sub-detailing of unit prices;
- Lack of an integrity charter;
- Non-respect of the bid file format;

15.2 Essential Criteria

The key pre-qualification criteria shall consist of:

- presentation of the bid;
- technical specifications of the items proposed;
- bidder's references;
- delivery schedule;
- proof of acceptance of the contract terms (the Special Administrative Conditions and Technical Specifications, endorsed on each page, dated and signed with the indication "read and approved" on the last page);

16. Award

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial criteria and is deemed to be the lowest.

17. Validity of Bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period ninety (90) days, with effect from the date of submission of these offers.

18. Additional Information

Further information shall be obtained during working hours at the Ministry of Territorial Administration, Public Contracts Service, 2nd floor, Room 214, Tel.: 222.22.66.01 or on-line on the COLEPS platform at: <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fight against Corruption and Malpractices

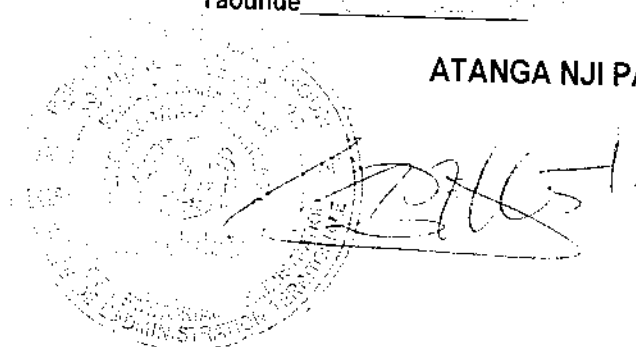
To report any corruption attempt or malpractice, please call CONAC on 1517 or call/SMS the Public Procurement Authority (MINMAP) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Yaounde

Copy:

- MINMAP;
- ARMP;
- PRESIDENT ITB-MINAT;
- PRESS;
- NOTICEBOARD;

ATANGA NJI PAUL



MINISTER OF TERRITORIAL ADMINISTRATION,
PROJECT OWNER